La présente loi sera publiée au *Journal Officiel de la République Tunisienne* et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Palais de Carthage, le 27 avril 1972

Le Président de la République Tunisienne :

HABIB BOURGUIBA

Loi N° 72-33 du 27 avril 1972, portant ratification de l'Accord signé à Tunis le 17 novembre 1971 entre la Tunisie et les Etats-Unis d'Amérique en vue de la vente de produits agricoles (1).

Au nom du Peuple,

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne;

L'Assemblée Nationale ayant adopté;

Promulguons la loi dont la teneur suit :

Article Unique. — Est ratifié l'Accord annexé à la présente loi, signé à Tunis, le 17 novembre 1971, entre le Gouvernement de la République Tunisienne et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en vue de la vente de produits agricoles.

La présente loi sera publiée au *Journal Officiel de la République Tunisienne* et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Palais de Carthage, le 27 avril 1972

Le Président de la République Tunisienne :

HABIB BOURGUIBA

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par l'Assemblée Nationale dans sa séance du 14 avril 1972.

Loi N° 72-34 du 27 avril 1972, instituant des surtaxes sur des timbres poste au profit du Croissant Rouge Tunisien (1).

Au nom du Peuple,

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne;

L'Assemblée Nationale ayant adopté;

Promulguons la loi dont la teneur suit :

Article Premier. — Est autorisée au profit du Croissant Rouge Tunisien l'institution de surtaxes sur les séries des timbres poste émis à l'occasion des « Journées Mondiales du Croissant-Croix Rouge ».

Art. 2. — Ces surtaxes sont perçues par le Ministère des Postes, Télégraphes et Téléphones pour le compte du Croissant-Rouge Tunisien.

Art. 3. — Le montant et les modalités de perception de ces surtaxes seront fixés par décret.

La présente loi sera publiée au *Journal Officiel de la République Tunisienne* et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Palais de Carthage, le 27 avril 1972

Le Président de la République Tunisienne :

HABIB BOURGUIBA

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par l'Assemblée Nationale dans sa séance du 14 avril 1972.

Loi N° 72-35 du 27 avril 1972, portant création de l'Agence Tunisienne de Coopération Technique (1).

Au nom du Peuple,

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne;

L'Assemblée Nationale ayant adopté;

Promulguons la loi dont la teneur suit :

Article Premier. — Il est créé un établissement public dénommé « Agence Tunisienne de Coopération Technique » doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

L'Agence Tunisienne de Coopération Technique est rattachée au Premier Ministère.

Art. 2. — L'Agence Tunisienne de Coopération Technique a pour objet :

— de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de coopération technique fournie par la Tunisie aux pays amis et aux organisations internationales;

— de promouvoir la coopération technique fournie par un inventaire permanent des ressources disponibles et par la prospection des possibilités extérieures;

— de gérer le personnel d'assistance technique mis à la disposition de l'Agence et exerçant à l'Etranger;

— d'assurer par l'intermédiaire des missions diplomatiques à l'Etranger la défense morale et matérielle des agents tunisiens exerçant à l'Etranger dans le cadre de la Coopération Technique.

Art. 3. — L'Agence Tunisienne de Coopération Technique est administrée par un Directeur Général assisté d'un Conseil de Direction représentant tous les départements intéressés.

L'organisation administrative et financière de l'Agence Tunisienne de Coopération Technique est fixée par décret.

Art. 4. — La comptabilité de l'Agence Tunisienne de Coopération Technique est tenue en la forme commerciale.

La présente loi sera publiée au *Journal Officiel de la République Tunisienne* et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Palais de Carthage, le 27 avril 1972

Le Président de la République Tunisienne :

HABIB BOURGUIBA

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par l'Assemblée Nationale dans sa séance du 14 avril 1972.

Loi N° 72-36 du 27 avril 1972, portant prorogation du délai prévu à l'article 6 de la loi n° 70-25 du 19 mai 1970, fixant les modalités de cession de terres domaniales à vocation agricole (1).

Au nom du Peuple,

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne;

L'Assemblée Nationale ayant adopté;

Promulguons la loi dont la teneur suit :

Article Unique. — Le délai prévu à l'article 6 de la loi n° 70-25 du 19 mai 1970 fixant les modalités de cession de

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par l'Assemblée Nationale dans sa séance du 14 avril 1972.

terres domaniales à vocation agricole est prorogé jusqu'au 31 décembre 1972.

La présente loi sera publiée au *Journal Officiel de la République Tunisienne* et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Palais de Carthage, le 27 avril 1972

Le Président de la République Tunisienne :

HABIB BOURGUIBA

Loi N° 72-37 du 27 avril 1972, modifiant et complétant la loi n° 68-22 du 2 juillet 1968, portant création de la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux (1).

Au nom du Peuple,

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

L'Assemblée Nationale ayant adopté;

Promulguons la loi dont la teneur suit;

Article Premier. — L'article 2 de la loi N° 68-22 du 2 juillet 1968, portant création de la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux, est complété ainsi qu'il suit :

« En outre, la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux peut être chargée par décret, et pour le compte de collectivités publiques et établissements ou organismes publics ou privés, de l'exploitation de l'entretien et du renouvellement des installations de collecte et de traitement des eaux usées dans les zones touristiques et dans d'autres zones.

Les modalités d'exercice des activités prévues au paragraphe précédent feront l'objet de conventions particulières avec chaque collectivité publique et établissement ou organisme public ou privé dans le cadre d'une convention générale qui sera approuvée par décret ».

Art. 2. — L'article 11 de la loi sus-visée N° 68-22 du 2 juillet 1968 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 11. (nouveau). — Le Conseil d'Administration arrête chaque année avant le 1er décembre, les comptes prévisionnels de fonctionnement de la gestion suivante. Ces comptes doivent être dressés de manière à distinguer l'activité « eau potable » de celle concernant l'assainissement.

Le compte « eau potable » doit prévoir des recettes suffisantes pour permettre à la Société de couvrir toutes les dépenses d'exploitation, d'assurer le renouvellement et le remplacement des installations, de réaliser l'amortissement et le remboursement du capital et des intérêts des dettes et de dégager un surplus raisonnable.

Ce compte groupe les prévisions de recettes et de dépenses se rattachant à l'activité « eau potable » à l'article 2 ci-dessus.

En outre la Société présentera un compte analytique des résultats d'exploitation.

Pour l'activité « assainissement », le compte prévisionnel de fonctionnement doit prévoir des ressources suffisantes pour couvrir toutes les charges engagées au titre de cette activité.

Le Conseil d'Administration procède, le cas échéant, en cours d'année à la révision des prévisions des deux comptes de fonctionnement et d'investissement afférents à l'exercice en cours, soit de sa propre initiative, soit à la demande de l'Autorité de Tutelle.

Les comptes de fonctionnement et leurs modifications sont soumis dans les 8 jours à l'approbation de l'Autorité de Tutelle.

Art. 3. — L'article 16 de la loi sus-visée N° 68-22 du 2 juillet 1968 est modifié ainsi qu'il suit :

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par l'Assemblée Nationale dans sa séance du 14 avril 1972.

Art. 16. (nouveau). — Sont soumises à l'approbation de l'Autorité de Tutelle les décisions du Conseil d'Administration relatives :

1° Au projet des comptes de fonctionnement et du compte d'investissement.

(Le reste sans changement).

La présente loi sera publiée au *Journal Officiel de la République Tunisienne* et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Palais de Carthage, le 27 avril 1972

Le Président de la République Tunisienne :

HABIB BOURGUIBA

Loi n° 72-38 du 27 avril 1972, portant création d'un régime particulier pour les industries produisant pour l'exportation (1)

Au nom du Peuple,

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne;

L'Assemblée Nationale ayant adopté,

Promulguons la loi dont la teneur suit :

Chapitre 1er. — Dispositions générales

Article Premier. — La présente loi a pour objet de fixer les conditions adéquates pour la constitution et l'exploitation d'entreprises produisant pour l'exportation.

Le champ d'application de la présente loi est limité aux entreprises du secteur des industries manufacturières à l'exclusion des activités bénéficiant d'une concession de la part de l'Etat.

Les dispositions de la présente loi s'appliquent automatiquement aux entreprises nouvelles répondant aux conditions requises et ayant bénéficié de l'agrément prévu à l'article 2 de la présente loi.

Les entreprises créées avant l'entrée en vigueur de la présente loi, peuvent obtenir par convention spéciale tout ou partie des avantages prévus ci-dessous. Cette convention spéciale sera approuvée par décret.

Chapitre 2. — Entreprises dont la production est destinée exclusivement à l'exportation

Section I. — L'agrément

ART. 2. — Les établissements produisant exclusivement pour l'exportation peuvent être créés, sous réserve des possibilités de contrôle, en tous points du territoire de la République Tunisienne. Toute personne physique ou morale désirant créer un ou plusieurs établissements industriels de cette catégorie doit solliciter l'agrément du Ministre de l'Economie Nationale pour chacun de ces établissements.

A cet effet, il est créé une Agence de Promotion des Investissements dont les statuts seront fixés par décret. L'agrément du Ministre de l'Economie Nationale est délivré sur avis de cette agence.

Section II. — Le régime fiscal

ART. 3. — Les entreprises visées à l'article 2 ci-dessus et admises au bénéfice des dispositions de la présente loi sont exonérées de l'impôt de la patente pendant les dix

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par l'Assemblée Nationale dans sa séance du 14 avril 1972.